

# Désintoxiquer pour refonder

Pierre Frackowiak

**En cinq ans, le sarkozisme est parvenu à détruire l'école. Au-delà des dégâts visibles, deux aspects des politiques imposées ont des conséquences dramatiques qui freineront la refondation et qui pourrait même l'empêcher : d'une part, la démotivation des enseignants avec les contraintes et les souffrances accumulées et d'autre part, l'intoxication des esprits par l'idéologie ultra libérale mise en œuvre avec une détermination sans pareille dans notre histoire contemporaine. Ce phénomène pourrait être renforcé par des ambiguïtés nocives et par des frilosités persistantes apparues à la rentrée.**

## ***Les dégâts***

Les suppressions massives de postes, le passage à la semaine de quatre jours, la suppression de la formation initiale et continue des enseignants, les nouveaux vieux programmes de 2008, l'aide individualisée hors temps scolaire, la disparition des RASED, le pilotage par les résultats, etc, ont blessé l'école. Certes, le processus de destruction de l'école est bien antérieur à 2007, mais le sarkozisme l'a massivement accéléré sans que son opposition n'ait mesuré son ampleur.

Le développement de l'autoritarisme, - injonctions, pratiques infantilisantes, exigences souvent scandaleuses, sanctions pour les désobéisseurs et résistants -, les primes pour diviser les équipes d'école, le mépris et la dévalorisation systématique du corps enseignant ont été des obstacles à l'expression de l'intelligence collective .

La suppression de la formation des inspecteurs remplacée par des stages de formatage à la pensée unique, l'exploitation habile du goût des cadres pour le technicisme, la technocratie, l'évaluationnisme aigüe, les pressions sans cesse exercées sur eux pour en faire des agents de maîtrise, des contrôleurs, des propagandistes ont perturbé la relation inspecteur/inspecté. La confiance a disparu.

La multiplication et la superposition de dispositifs divers et variés où personne n'y comprend plus rien, les effets d'annonce, la manipulation de l'opinion publique ont opacifié le paysage éducatif

Tout ceci a été mené de main de maître par des spécialistes habiles, avec une DGESCO et une DRH terriblement efficaces et des recteurs très politiciens. La culture de

l'ultra libéralisme autoritaire s'est répandue avec la détermination de ses responsables, la servilité, la complaisance, la complicité d'une partie des professionnels, malgré une résistance ouverte sans précédent chez les enseignants, durement réprimée, et une résistance passive difficile à estimer mais probablement majoritaire.

**Cette période a eu des conséquences que nous paierons très cher, très longtemps, surtout si, comme c'est le cas au sommet de la pyramide, on l'ignore ou la sous-estime. La souffrance des enseignants, la perte du sens de leur métier, le désintérêt pour les réunions et les débats, le repli sur soi ont atteint des niveaux considérables.** L'ennui des élèves, l'incompréhension des savoirs et des pratiques scolaires, les chahuts, les incivilités, les révoltes contre les injustices, la violence, le décalage croissant entre la société et les apprentissages scolaires ont contribué à développer la souffrance des enseignants et ont profondément affecté le climat des établissements.

### ***Une démobilisation croissante***

**Mais il y a plus grave. Insidieusement, les idées ultra libérales se sont répandues. Le pilotage par les résultats et l'autoritarisme ont eu des effets secondaires encore plus importants que les effets les plus visibles.**

La démobilisation et le désenchantement des enseignants se sont accrus, accompagnés par des formes de dépolitisation qui peuvent surprendre ceux qui considèrent que le monde enseignant est plutôt à gauche. Le fait est que la gauche avait perdu l'école, pour reprendre le titre du livre d'Emmanuel Davidenkoff en 2003 (chez Hachette) et qu'elle ne l'a pas regagnée. Elle pourrait même la perdre complètement à nouveau si elle n'était pas plus mobilisée sur les questions de fond qui se posent à l'école et plus audacieuse dans ses programmes.

Taux de syndicalisation, participation aux réunions, aux débats, aux rencontres publiques sur l'école sont des indicateurs inquiétants. La conscience professionnelle demeure mais il ne faut plus rien demander hors des heures de cours. A l'école primaire, les quatre jours y sont pour beaucoup, mais ce n'est pas la seule raison. Les enseignants désertent les réunions syndicales et sont absents des grands débats organisés par des mouvements, par les parents d'élèves, par des associations.

L'idée de fatalité de l'échec, le sentiment que l'école est impuissante, la tendance à transformer les victimes en coupables, l'attrait du retour aux bonnes vieilles méthodes qui n'avaient pourtant pas fait leurs preuves, le renforcement de la solitude sont de nature à détruire ou à empêcher la pensée. Dans le même temps, le repli annihile toute combativité pour faire place à la soumission réelle ou feinte, l'infantilisation historique prend le dessus. Ce qui me fait dire parfois que ces phénomènes sont organisés, voulus, prémédités, provoqués à dessein. Les enseignants supportent aujourd'hui des comportements de hiérarques, qui devraient logiquement provoquer des révoltes. La passivité entraîne chez les chefs le sentiment que tout va bien sur leur territoire et que tout le monde est content, puisque personne ne dit rien tout en n'en pensant pas moins. Les responsables syndicaux eux-mêmes en viennent à ignorer les réalités profondes puisqu'elles ne sont pas exprimées. Il faut des rencontres particulières, des enquêtes non institutionnelles, des échanges patients avec des rapports de confiance pour mesurer réellement la situation. Les hauts et très hauts fonctionnaires sont d'ailleurs dans l'incapacité de se représenter l'angoisse qui règne et le désenchantement mortifère qui sévit. Ils ne connaissent pas le terrain et le discours de leurs interlocuteurs à ce niveau travestissent toujours la vérité. Dans un système pyramidal persistant, avec ses tuyaux d'orgue et ses parapluies à tous les étages, il est quasiment impossible de dire la vérité. Il faut faire plaisir à l'inspecteur, au principal, au ministre quitte à

tricher. On sait d'ailleurs que les multiples enquêtes menées dans les écoles par Darcos/Chatel présentaient aux ministres des scores de satisfaction soviétiques, prouvant au passage, mais personne ne leur a dit, que ces enquêtes inutiles n'étaient pas prises au sérieux.

## ***La démobilisation renforcée à la rentrée***

**Le changement politique en mai, l'annonce de la refondation, avaient accroché quelques sourires sur les visages et donné de l'espoir... Las, toutes les politiques destructrices ont été maintenues sans la moindre place à l'initiative, sans la moindre bouffée de cet oxygène, tant attendues pour des raisons diverses.**

On a pu prétendre qu'il ne fallait rien changer tant que la concertation n'était pas terminée et la loi programmée... sauf que les enseignants étaient usés et désabusés et avaient espéré autre chose... Sauf que des pilotes formatés à l'ESEN et d'autres plus anciens se sont cru en situation d'aller encore plus loin dans la continuité. On a pu prétendre que les enseignants en avaient assez des réformes successives... sauf que celles de ces cinq années écoulées les ont épuisés et qu'il aurait fallu des gestes. Une bonne proportion des cadres, farouchement attachés aux politiques antérieures, s'est même délectée à aller plus loin encore dans la bêtise et l'autoritarisme.

La continuité depuis septembre fait des ravages sur le moral des troupes. On assiste alors à des scènes ubuesques : des recteurs nommés par la gauche, qui ont bien intégré l'idée que leurs prédécesseurs étaient trop militants de l'UMP, et qui prennent des postures de neutralité totale, n'osant pas parler de la refondation ; des DASEN nommés par la gauche qui refusent de s'exprimer sur la refondation mais qui exigent la continuité, diffusant à nouveau des ordres quant à la remontée des résultats des évaluations ; des inspecteurs qui ne disent pas un mot de la refondation considérant qu'ils l'ont faite depuis longtemps, qui citent Guizot plutôt que Peillon et qui inondent les écoles de paperasse aliénante.

Les mêmes enseignants épuisés constatent qu'ils n'ont pas été associés à la concertation. Dans bien des établissements et des circonscriptions, ils n'en ont jamais entendu parler. Ils voient que le fonctionnement pyramidal perdure et perdurera. Ils éclatent de rire ou de rage quand ils voient dans les mesures phares que l'on envisage d'accroître le nombre de postes d'inspecteurs pour les accompagner alors que ces pilotes n'ont appris qu'à contrôler, à faire des diagnostics et des feuilles de route impossibles à réaliser.

Il aurait été simple et possible de suspendre les mesures destructrices des ministres précédents, de suspendre l'aide individualisée unanimement condamnée, de laisser le temps ainsi libéré, à la réflexion des équipes, forces de propositions. Il aurait été simple et apprécié de suspendre durant un an ou deux les inspections-contrôles-sanctions et d'exiger des inspecteurs qu'ils accompagnent la réflexion sans exercer le pouvoir hiérarchique.

Un autre facteur pèse et pèsera lourd dans le paysage : l'ignorance chez les nouveaux enseignants de l'histoire de l'école, des travaux des mouvements pédagogiques, des alternatives possibles. Les nouvelles générations ignorent tout de Freinet, du GFEN, de la pédagogie institutionnelle. Ont-ils seulement lu Meirieu, Giordan, de Vecchi, et autres grands pédagogues contemporains ? Ils ne savent pas que l'on peut faire l'école autrement qu'en tentant de reproduire les modèles classiques qu'ils ont vécus en tant qu'élèves, en essayant en vain de se faire écouter face à un groupe, dans une discipline dans un temps donné, contraint et contrôlé.

L'angoisse, le mal être, l'inculture seront des freins terribles pour la refondation. Or ne pourra pas refonder sans les acteurs du terrain.

## ***Une intoxication sans antidote***

**Simultanément à sa destruction, le système éducatif a connu une véritable campagne d'intoxication ultralibérale. Un lavage de cerveau. L'idéologie ultra libérale s'est imposée, progressivement, depuis de nombreuses décennies, brutalement depuis 2007, sans débat national sur le choix de société et donc sur le choix d'Ecole.** On s'explique difficilement cette dérive. La disparition du marxisme comme doctrine pour une autre société que celle de l'argent roi et des marchands, le poids de l'économique, la priorité à la gestion qui tend à effacer l'humain, sont probablement à prendre en considération. Dans le même temps, on constate que, malgré les propositions des mouvements pédagogiques et des mouvements d'éducation populaire, il n'existe pas de projet alternatif pour l'éducation. La gauche a abandonné la bataille idéologique et s'est réfugiée dans la protestation sur les aspects quantitatifs, ce qui a considérablement facilité la tâche du pouvoir en place. Il est vrai qu'il est plus facile de se battre sur les postes que sur les programmes. On a même vu des professionnels de gauche cautionner des mesures fondamentalement libérales comme le pilotage par les résultats, importés du monde de la finance et de l'industrie, ou l'aide personnalisée dont j'ai écrit dès le début, m'opposant à quelques universitaires et auteurs de fichiers, qu'elle était une escroquerie.

La fuite du ministère par rapport à l'idéologie est évidente. Comme si l'idéologie, les idées, étaient sales

Mais il y a plus grave encore.

Dans les conclusions de la concertation, dans les premiers discours, même excellents comme celui du Président de la République à la Sorbonne, dans les premières mesures annoncées, **il est doré et déjà évident que l'intoxication ultra libérale n'est pas combattue au fond, faute de définition claire du mot même de refondation, faute d'une vision affichée, lisible, des finalités de la nouvelle Ecole, de sa place dans l'espace, la société, et dans le temps, le futur.** Comme si l'idéologie, les idées étaient sales. Comme s'il ne pouvait exister une autre vision de la société que celle de l'utilitarisme, du combat permanent, individuel, pour gagner. Pour certains, il serait sale de faire de l'idéologie alors que le pouvoir n'a cessé d'en faire sans complexe.

Il est vrai que le débat idéologique divise alors que l'Ecole a besoin de consensus. Est-ce une raison suffisante pour le fuir et pour laisser l'ultra libéralisme s'imposer et gangréner les esprits ?

Dans notre pays, un accord est possible. L'ultra libéralisme n'est pas une doctrine partagée, en principe, par la gauche, elle ne l'est pas par toute la droite, comme on pourrait le penser. Les valeurs gaullistes, avec l'attachement au rôle de l'Etat, aux services publics, à un humanisme traditionnel demeurent, dans la diversité des opinions qui a été occultée depuis quelques années mais qui ressurgit.

**Le débat idéologique mérite donc d'être repris, en particulier pour la refondation de l'Ecole. Ce n'est pas le cas.**

Mieux, certaines frilosités, certaines fuites, certaines allusions, tendraient à prouver ou que nos responsables ne mesurent pas l'ampleur du mal et le danger ou, mais est-ce possible, que le courage politique manque comme il a manqué à la gauche depuis longtemps en la matière.

## ***Prenons quelques exemples :***

### **La question des contenus**

**Elle est très peu abordée dans la concertation et dans les premiers discours. Elle n'est, en tous cas, pas abordée de front en tant que sujet majeur.** Elle ne figure pas en tant que telle dans le sommaire du rapport de la concertation. Le sujet est quand même essentiel. Qu'apprend-on à l'école ? Pourquoi ? Qu'est-ce qu'il en reste ? Quel réinvestissement de ce qui reste pour agir et exercer sa responsabilité ? Certes, le rapport et les discours sanctuarisent l'idée de socle, on évoque vaguement son lien avec les programmes mais on fait l'impasse sur un problème clé, celui des finalités, quel homme pour quelle société, quel société pour quel homme ?

On parle du socle comme si le socle actuel était la référence. On parle toujours du socle et non d'un socle. On oublie que ce socle est rangé dans les tiroirs après avoir fait l'objet de quelques débats formels lors de l'élaboration du projet d'établissement. Il arrive qu'on le ressorte pour des moments de communication externe ou à la veille d'une inspection, mais il n'est pas du tout opérationnel au quotidien, ce n'est pas un outil réellement utilisé. Les programmes, les sommaires de manuels dominent toujours les pratiques. On oublie aussi que les programmes, notamment les programmes débilés de 2008, ont été écrits sans référence au socle. La référence a été ajoutée après la sortie des programmes dont les auteurs ignoraient tout du socle.

Il ne suffit donc pas de proclamer l'exigence d'un socle commun. Un socle commun ne pourrait avoir de sens que s'il était défini par rapport à des finalités. **« Il faut d'abord que la société s'engage elle-même, qu'elle définisse les finalités du système éducatif en référence à des valeurs partagées, qu'elle affiche ces finalités clairement et qu'elle les mette en permanence en relation avec ses actes »** (Philippe Meirieu et Pierre Frackowiak. L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société ? Editions de l'Aube. Page 100). Un tel socle ne pourrait être utile et efficace que s'il devenait l'outil principal avec des programmes repensés totalement et allégés. Ce qui importe, ce n'est pas un socle, c'est la cohérence entre les finalités, un socle, des programmes, avec une importance prioritaire donnée aux finalités. **« Fabriquer des programmes scolaires mécaniques sans avoir d'idée sur l'homme que l'on rêve de contribuer à former et sur sa place dans la société, est facile »** (Idem). Veiller à ce que les apprentissages scolaires soient orientés par des finalités, est autre chose.

Je rappelle que l'un des problèmes majeurs de notre système est que personne ne prend en charge réellement les finalités dont tout le monde reconnaît qu'elles sont fondamentales, alors qu'un système démocratique et humaniste devrait s'y attacher d'abord.

### **La question des apprentissages et la pédagogie**

**Il est clair que le rapport et les discours ne font que survoler la question, prenant le risque de ne rien changer et donc de faire le jeu de l'ultra libéralisme en marche.**

Le modèle du cours magistral demeure fortement dominant sinon exclusif, avec toutes ses contraintes et tous ses défauts au regard de l'évolution des enfants et des jeunes et au regard d'une nouvelle conception des finalités du système. Apprend-on la démocratie quand on est toute sa vie scolaire, un récepteur que l'on souhaite attentif et docile, qu'il n'y quasiment pas de « je » et encore moins de « je pense que » dans le temps scolaire normal,

que les seuls échanges sont des échanges avec le prof, jamais avec les pairs et que les dialogues se réduisent souvent à un jeu de questions qui n'en sont pas puisqu'il s'agit de donner la réponse attendue pour permettre la suite du cours.

On évoque facilement « les pédagogies » en considérant qu'il en est de spécifiques pour les élèves en difficulté, confirmant ipso facto que pour les autres, c'est le modèle dominant qui s'applique. On invite à diversifier les pédagogies sans trop savoir ce que cela signifie concrètement. La diversification des pratiques pour les plus démunis devrait logiquement bousculer les pratiques pour tous, surtout si l'on accepte de prendre en compte l'ennui des élèves qui devient un problème très préoccupant.

De même, l'attachement aux devoirs, même faits à l'école, la distinction entre temps d'enseignement et temps de répétition (au sens des répétiteurs) est également un argument qui conforte les conservatismes. Le soutien, les devoirs, les aides hors temps de classe normal deviennent des alibis pour ne rien changer dans le temps normal. On rejoint alors les thèses ultra libérales qui responsabilisent les enfants et les parents et dédouanent l'Ecole de ses responsabilités et se donne bonne conscience en « donnant du soutien gratuit » aux élèves en difficulté..

Le modèle magistral est systématiquement conforté dans les textes et les discours. Il y a le cours et le soutien, la didactique des disciplines et le soutien... On risque de retrouver les mêmes dérives que lors de la mise en place de l'aide individualisée, bonne conscience de Darcos/Chatel, quand les pilotes contrôleurs s'attachaient d'abord au contrôle du hors horaire normal, alors que l'action principale est quand même ce qui se passe dans le temps scolaire « normal » et que c'est la pédagogie qui est déterminante.

Le pouvoir précédent a réussi son opération de déni de la pédagogie avec le pilotage par les résultats, avec la mastérisation qui consacre les disciplines et massacre la pédagogie, avec la fin de la formation professionnelle des enseignants, avec le contrôle systématique et la remédiation. Le pouvoir actuel continue à parler des cours, de l'évaluation.. Il continue de citer la formation disciplinaire d'abord et la pédagogie ensuite, d'insister sur l'importance prioritaire des contenus disciplinaires dans les programmes de formation, etc. Le mot « cours » reste d'ailleurs dominant dans la communication de l'Education Nationale.

Il n'y aura pas de refondation sans une clarification de ces problèmes. On peut toujours dire que la refondation sera pédagogique ou ne sera pas, comme l'a fait Vincent Peillon dans une interview, si l'on n'envisage pas de rupture dans la conception des pratiques, dans le choix des modèles pédagogiques, la refondation ne sera pas pédagogique, et donc, elle ne se fera pas.

## **La question du numérique**

*NDLR. Ce paragraphe fait l'objet d'une chronique diffusée sur le site Educavox*

**Dans le rapport de la concertation remis au ministre le 9 octobre, le premier chapitre « Pourquoi refonder l'école ? » comprend un paragraphe remarquable, sous le titre « Une école qui peine à entrer dans le 21<sup>ème</sup> siècle », qui justifie à lui seul l'exigence d'une refondation.**

On y retrouve des constats et des pistes que j'ai souvent évoquées, notamment dans mes billets sur le site Educavox. On peut lire pages 19 et suivantes des phrases fortes qui devraient bousculer sérieusement nos schémas et nos certitudes. En voici quelques bribes :

- **La refondation doit aussi penser l'École dans une vision prospective.** La situation sociale, économique, technologique de notre pays évolue et va évoluer plus rapidement encore dans les décennies à venir. L'École doit donc se transformer en lien avec ces mutations actuelles et aussi futures ;
- Depuis deux décennies, ce sont d'abord l'enfant, l'adolescent, le jeune et leur contexte de vie qui ont fortement changé, dessinant **de nouvelles opportunités...**
- Plus généralement, on observe des changements majeurs dans la culture juvénile que l'École peine à analyser. **Au respect des normes édictées par les adultes se substitue un modèle de transmission moins vertical...**
- **On voit bien pourtant tout le profit que l'institution scolaire pourrait tirer à s'appuyer sur les nouvelles pratiques des jeunes notamment en termes de capacités de communication entre pairs, de fabrication de solidarités horizontales et donc de collaboration, de maîtrise des nouvelles technologies.**
- La concertation appelle l'ensemble des acteurs à une réflexion profonde pour mettre l'École en accord, en harmonie, avec les mutations de fond qui touchent notre société.

Le troisième chapitre « Vers l'école du futur » consacre une page et demie, pas plus, au « numérique, une priorité pour la réussite ». On y relève aussi des phrases fortes et justes :

- **Parce que notre monde vit une mutation de nature à ce qui s'est passé avec l'imprimerie, parce que toute la société, les sciences ; la vie quotidienne et économiques ont aujourd'hui conditionnées par ces bouleversements, l'École doit aujourd'hui pleinement entrer dans l'ère du numérique**
- **Tous les domaines de l'éducation sont concernés...**

**Tout ceci est de nature à rassurer les progressistes** qui pensent que, comme l'avait fait Freinet avec l'imprimerie à l'école, les pédagogues d'aujourd'hui n'ont pas le droit d'ignorer la mutation profonde en marche et de prendre le risque d'une explosion ou de la disparition de l'école. Mais ils n'ont pas le droit non plus de ne l'utiliser que pour l'administration, la gestion, la communication externe ou de se limiter à l'utiliser pour moderniser les apparences sans changer le fond.

**Or les propositions qui suivent les constats et analyses sont à l'évidence d'une grande faiblesse par rapport aux enjeux :**

- *Apprendre le numérique avec une loi et un plan « numérique au primaire »*
- *Former au numérique avec des propositions pour la formation des enseignants*
- *Encourager l'autonomie et le créativité des enseignants dans la production de ressources*
- *Mettre en place une politique de recherche*
- *Démocratiser le numérique avec une carte d'aménagement territorial numérique*

**On cherche en vain la cohérence des premières propositions avec l'exigence d'une vision saine du présent et d'une vision prospective ambitieuse.** On sent bien que les auteurs du rapport dans ce domaine se sont retenus pour être en harmonie avec les autres groupes, pour ne pas effaroucher les conservateurs, pour ne pas paraître trop audacieux.

**On cherche en vain la réflexion sur la mise en cause des modèles pédagogiques persistants**, par exemple le modèle de la transmission magistrale avec exercices d'application, exercices de contrôle (à ne pas confondre avec l'évaluation), exercices de remédiation (essentiellement de nouveaux exercices d'application avec de nouvelles explications magistrales), re-contrôle, révisions, etc... C'est le modèle pédagogique dominant que certains continuent, envers et contre tout, de considérer comme étant éternel, universel, incontestable.. même quand la majorité des élèves le rejette, qui reste en filigrane dans les propositions

**On cherche en vain la prise en compte des savoirs, des compétences, des représentations initiales des élèves**, alors qu'à l'évidence, ils savent utiliser les machines et communiquer sans avoir appris à l'école, ils ont accès à des quantités de savoirs hors l'école qui permettent des gags de plus en plus fréquents d'élèves qui contestent les affirmations des professeurs en se référant à ce qu'ils ont pu voir sur Internet.

**Osera-t-on dire que c'est la notion même de cours qui va voler en éclats (une heure, une discipline, une classe, un prof)**, que le professeur posera un problème, ouvrira un dossier, demandera aux élèves de rechercher, de réfléchir, de formuler des hypothèses à partir de ses représentations et de ses savoirs, puis travaillera sur ces apports, en construisant des outils mentaux, en permettant la pensée divergente, en favorisant la construction des savoirs par une démarche active personnelle ?

**Osera-t-on dire que la notion de classe et celle de discipline scolaire antique voleront aussi en éclats** au profit de travail en groupes, de transversalité, de globalité, de priorité à l'intelligence plutôt qu'à la sédimentation provisoire de savoirs impossible à réinvestir, de changement des missions des profs ?

**Osera-t-on dire que cette école du futur sera nécessairement ouverte à d'autres publics**, que les échanges réciproques de savoirs et les activités intergénérationnelles dans des établissements transformés en maisons des savoirs et de l'éducation tout au long de la vie, comme le propose la Ligue de l'Enseignement, contribueront aussi à la réussite scolaire ?

**Et si l'on n'ose pas, pourra-t-on vraiment parler de refondation ?**

### ***D'autres ambiguïtés...***

On peut relever bien d'autres ambiguïtés ou faiblesses et quelques flous artistiques dont on comprend bien les raisons.

**La question de la gouvernance** par exemple.

Elle échappe à la refondation. Il est évident que pour refonder, il faudrait réduire le poids de la pyramide et l'autorité des tuyaux d'orgue qui font que toutes les instructions descendent du sommet à la base, souvent renforcées par le zèle des responsables de chaque étage, il faudrait donner la parole à la base, développer l'horizontal en réduisant le vertical, faire confiance, cesser de contrôler sans cesse et à tout propos, réformer en profondeur les missions de l'encadrement intermédiaire et le re-former en gommant la culture ultra libérale du pilotage pour privilégier l'accompagnement, redonner des moyens aux mouvements pédagogiques, oxygène du système... Ignorer les acteurs et accroître le nombre d'inspecteurs sans changer fondamentalement leurs missions et leur fonctionnement, même en recommandant une part plus importante au contact avec le terrain en réduisant les tâches administratives qui ont déshumanisé le système, ne place pas la refondation sur les meilleurs rails.



**Il faudrait plus d'exigence sur les finalités, mais plus de souplesse sur les programmes pour que les enseignants prennent en compte leur environnement, la cité, les potentialités locales et donnent du sens aux savoirs scolaires, plutôt que de tout ordonner à partir de Paris.**

En fait, la pyramide se protège et le sommet ignore les réalités, la remontée des informations, avec des parapluies à chaque étage, est toujours déformante. Plus on remonte, plus les rapports sont orientés par la volonté de ne pas déplaire. Cette stratégie fonctionne bien d'ailleurs. Je me souviens, par exemple, d'un rapport de l'inspection générale, fondé sur des enquêtes auprès des IA et des IEN, qui réussissait une étonnante performance : faire croire au ministre que les enseignants, après une période de grogne qualifiée d'incompréhension, adhéraient massivement aux nouveaux vieux programmes et à l'aide individualisée. Des enquêtes syndicales ont démontré que c'était faux et que l'information ascendante n'était pas crédible.

#### **La question du projet éducatif local, autre exemple.**

Si le ministre a annoncé que cette notion sera inscrite dans la loi, les déclarations restent très floues. Or, **on ne refondera pas l'École sans redonner toute sa place à l'éducation populaire, aux autres acteurs de l'éducation, à la mobilisation de l'intelligence collective sur un territoire donné.** Nous avons à cet égard une expérience intéressante avec les contrats éducatifs locaux (CEL), dans la foulée de la loi d'orientation de 1989 ; Les CEL étaient une grande idée comme la loi Jospin était une grande loi historique. Ils ont échoué, ils ont été abandonnés y compris par les amis de leurs concepteurs, d'une part, parce que la loi avait souffert d'une absence de régulation et de volontarisme de l'encadrement intermédiaire sceptique, et d'autre part, parce que toutes les activités mobilisées autour de l'école, des enfants et des jeunes, constituaient de beaux projets sur le papier, mais souffraient d'une absence de cohérence. Elles étaient juxtaposées, cloisonnées comme l'étaient et le sont toujours les disciplines scolaires au sein de l'école, sans la moindre transversalité et sans partage réel des finalités. La leçon permettait d'être plus précis pour un projet neuf et courageux.

#### **La question de l'évaluation, autre exemple**

A longueur de textes et de déclarations, on insiste sur la nécessité de l'évaluation que personne ne conteste d'ailleurs. Cette position conforte complètement les tenants de la continuité, d'autant plus que les pratiques imposées précédemment n'ont pas été suspendues... Au contraire. Il ne suffit pas de dire qu'elles seront repensées un jour, plus tard. Maintenir celles qui existent en l'état ne place pas réellement le système sur la voie d'une réelle évaluation (la mesure de la capacité de mobiliser tous ses savoirs et toutes ses compétences pour résoudre un problème, répondre à une question, réaliser une tâche) plutôt que le contrôle factuel de la rétention de savoirs morcelés dans deux disciplines en ignorant les finalités et en permettant le développement de la compétition ultra libérale entre les individus et les établissements.

### ***De grands espoirs et de grandes inquiétudes***

L'alternance politique et l'annonce de la refondation, le discours de François Hollande à la Sorbonne, la partie diagnostic du rapport de la concertation ont donné de l'espoir à tous ceux qui aiment l'École et veulent qu'elle s'inscrive enfin dans le 21<sup>ème</sup> siècle.

L'espoir a été durement atteint par le maintien de toutes les politiques destructrices du sarkozisme à la rentrée, avec des comportements surprenants, souvent choquants, de cadres qui ont poursuivi leur action avec un zèle accru comme s'il n'y avait pas eu d'alternance politique et d'annonce d'une refondation, avec des conséquences terribles sur la souffrance des enseignants et sur leur démobilisation.

Redonner de l'enthousiasme, de l'envie, du plaisir, après cette rentrée ratée du point de vue de la mobilisation nécessaire du terrain, ne sera pas facile. Il ne suffira pas d'aller à leur rencontre pour bavarder aimablement. Il faudra afficher plus clairement des volontés, oser parler des ruptures nécessaires et désintoxiquer tout le système de cette idéologie ultra libérale autoritaire qui a été remarquablement répandue.

**On peut encore espérer**

**On a le droit d'être inquiet**

**Il faut surtout que tous les progressistes continuent de penser, de s'exprimer et d'agir, car les grands desseins ne se concrétiseront pas avec la seule soumission à l'autorité pyramidale.**